



« Il semble plus difficile de voir la fin du capitalisme que la fin du monde »

Gonzalo Manzullo, responsable des relations internationales
de la **Central de trabajadores de Argentina autónoma** (CTA autónoma¹)

Quelle est la situation sanitaire du pays aujourd'hui ?

Depuis le 19 mars, le pays se trouve dans un « confinement social préventif et obligatoire » qui touche toutes les activités productives, à l'exception des services considérés essentiels tels que les transports, la santé, la sécurité, le secteur public à ses divers niveaux, la justice par roulement, les cantines scolaires, les livraisons de repas, les industries liées à l'alimentation et aux fournitures médicales, les télécommunications, la livraison et la logistique, les services de base et la chaîne de production de combustibles. Il est à remarquer d'autre part, que les compagnies minières continuent à travailler, une exception difficile à comprendre du point de vue sanitaire. Ce confinement avait une date limite, initialement fixée au 26 avril, mais devrait être prolongé au moins jusqu'au 10 mai, vu que les pics de contagion sont attendus pour mai et juin. Il serait donc illogique, du point de vue sanitaire, de lever la quarantaine aujourd'hui. Toutefois, comme on pouvait s'y attendre, le lobby économique exerce une forte pression pour relancer l'activité. C'est pourquoi des assouplissements du confinement dans certaines zones et des autorisations pour certaines activités spécifiques sont à l'étude. Sur le plan économique, on prévoit des pertes de 2 à 3 points du produit intérieur brut pour cette année, sans compter les prévisions négatives pré-Covid. Pour l'Amérique latine, le Fond monétaire international prévoit 5 points de perte.

Quelles dispositions ont été prises pour les travailleurs et les travailleuses ?

Le rôle du gouvernement argentin a été dans l'ensemble positif, car des mesures ont été mises en place pour garantir le congé de maladie payé, des aides salariales tant pour les travailleurs et travailleuses déclarés.es que pour indépendant.es, artisan.es et informel.les, des aides financières pour les petites et moyennes entreprises, l'introduction d'un moratoire sur les loyers, les hypothèques et les crédits et, bien sûr, des services de santé gratuits et accessibles à tous et toutes. À cela s'ajoute l'interdiction des licenciements pour 60 jours et le décret de nécessité et d'urgence qui incorpore le Covid-19 comme maladie professionnelle permettant à la fois les soins et la prévention. Mais au niveau régional et mondial, l'Argentine est du côté de l'exception en offrant cette quantité de mesures pour protéger des vies et des emplois. Des mesures nationales et spécifiques ont été prises pour stimuler et promouvoir l'emploi et les revenus, ainsi que la santé et la sécurité au travail. Toutefois, toutes ces mesures instaurées ne sont pas respectées par les employeurs et les patrons : par exemple, pour les licenciements et les mises en chômage temporaire. Le non-paiement des salaires pose également des problèmes.

¹ www.ctanacional.org/

Toutes les mesures prises par l'État argentin, dans le contexte de la pandémie de coronavirus, ont été estimées, par les consultations menées à cet égard auprès des différents secteurs concernés et par le gouvernement lui-même, comme nécessaires. Bien que le gouvernement argentin ait fait appel à cette instance de consultation, dans les termes établis par la Convention 144 de l'OIT, nous considérons que l'instance de dialogue social prévue par la Convention 98 de l'OIT et la Déclaration des droits fondamentaux de 1998, n'a pas été satisfaite, en particulier toutes les mesures qui impliquent de résoudre des questions liées aux travailleurs et travailleuses. La mise en place d'un Comité de crise, dont l'État a pris l'initiative, est interministérielle, c'est-à-dire composé uniquement de fonctionnaires

Toutes les mesures annoncées sont généralement précédées de la consultation d'une partie de la représentation des employeurs et d'une seule centrale syndicale. Cependant, les syndicats de notre centrale liés aux activités essentielles, comme les travailleurs de l'État et les professionnels de la santé (FESPROSA et ATE) ont eu des contacts et ont été consultés par différents niveaux du gouvernement, qui a repris plusieurs de nos propositions. Il y a quelques jours, ces deux syndicats ont fait remonter au président de la nation et au ministre de la santé une proposition intitulée « Bases pour un programme national de préservation de la santé des travailleuses et travailleurs de la santé », qui a été bien accueillie par le gouvernement. Il en est résulté une réunion au cours de laquelle le gouvernement a exprimé un accord général sur la proposition et s'est engagé à promouvoir rapidement un DNU (« ordonnance ») ou, à défaut, une résolution ministérielle dans ce sens, tout en déclarant d'intérêt national la protection des travailleurs et travailleuses de la santé.

En ce sens, nous estimons nécessaire un dialogue tripartite fort où les travailleurs et travailleuses seront assis à la table des négociations lorsqu'on décidera de l'assouplissement du confinement et des conditions de la reprise des activités productives. En outre, malgré l'interdiction des licenciements et les exigences en matière de santé, on observe de nombreuses violations de la législation relative à la protection des travailleurs et des travailleuses, exposés inutilement à des risques.

Cela est particulièrement grave pour le personnel de santé. Mais on constate aussi d'autres cas d'employeurs qui obligent des travailleurs et travailleuses à reprendre le travail dans le cas d'activités non essentielles et non exemptées. La CTA autonome a transmis au gouvernement de nombreuses propositions pour faire face à la crise, en mettant en avant le travail et les vies, dans un document qui systématise plus de 70 plaintes et réclamations collectives de travailleurs et travailleuses de différentes activités dans tout le pays. Ils et elles ont signalé, d'une manière ou d'une autre, un ensemble de questions qui doivent être traitées d'urgence pour pouvoir faire face à l'urgence ; beaucoup ont été reprises. Nous avons également dénoncé des cas de violation des droits de l'homme par les forces de sécurité dans le cadre de violences institutionnelles. Nous exigeons donc que ce contexte d'exception ne fonctionne pas comme un chèque en blanc pour promouvoir des comportements autoritaires et répressifs.

En ce qui concerne la situation de vulnérabilité que vivent les femmes dans notre société, notre centrale a également présenté des propositions au gouvernement, en comprenant que l'isolement renforce certains problèmes existants, comme le fardeau de la responsabilité des soins et l'exposition à la violence familiale. Dans le même sens, nous avons également exprimé des [demandes spécifiques pour protéger les personnes âgées](#), principale population à risque face au Covid-19. Nous avons fait de même pour la [demande d'assouplissement des mesures de confinement pour les personnes handicapées](#). Enfin, alors que notre centrale abrite en son sein non seulement des syndicats mais aussi des organisations sociales, nous sommes intervenus dans ce sens avec des demandes au gouvernement pour faire face à la [situation difficile des quartiers à faibles revenus](#).

Quelles sont les conséquences pour les travailleurs et les travailleuses ? Pour la population la plus pauvre en général (chômeurs et chômeuses, sans-abri, secteur informel, etc.) ?

L'Argentine fait face à l'un de ses plus grands défis depuis des décennies. La situation d'urgence sanitaire provoquée par la pandémie s'ajoute à un contexte économique qui, en soi, soulevait déjà

de multiples questions difficiles à aborder dans le contexte précédent. Avec une économie fortement frappée par la récession et l'austérité au cours des quatre dernières années, et avec le poids excessif de l'endettement atteignant plus de 80% du PIB national, l'arrivée de la pandémie a mis en évidence les déficits en termes de développement qui existent déjà structurellement dans le pays. Avec une pauvreté proche de 40 % de la population, des niveaux élevés de travail informel, un déficit de logement et un chômage proche de 10 %, celles et ceux qui ont le plus de mal à mener une vie digne ont été les plus frappé.es. Elles et ils ne peuvent pas faire face au chômage sans aide financière. La situation est plus critique pour les femmes, les personnes âgées et les enfants. Les femmes, en particulier, assument une part disproportionnée des tâches de soins et, du fait de leur isolement, sont davantage exposées aux violences familiales.

Le télétravail, dans les secteurs où il a été mis en œuvre, représente également un défi parce que le droit de déconnexion n'est pas réglementé et les charges de travail sont plus grandes que dans le contexte normal, avec des journées de travail plus longues. Les patrons exigent une disponibilité totale des travailleurs et travailleuses en télétravail.

Quelle est la résistance organisée par les mouvements sociaux et syndicaux ?

Du côté des organisations de travailleurs et travailleuses, nous avons fait un énorme effort pour rester en contact et renforcer l'organisation même dans ce contexte atypique de confinement. À cette fin, nous avons mis en place des numéros téléphoniques de consultation et de conseil, tant en ce qui concerne les droits du travail et syndicaux que pour les droits de l'homme, ainsi que des consultations ponctuelles des syndicats de la fonction publique et des professionnels de la santé. De leur côté, dans les secteurs qui continuent de fonctionner malgré le confinement obligatoire, les assemblées sur les lieux de travail continuent d'avoir lieu pour organiser le respect des exigences de santé et de sécurité au travail. De même, nous continuons, par les voies électroniques, à tenir les réunions ordinaires de notre direction et nous sommes en contact permanent, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, en informant les organisations sœurs de la région et du monde des derniers développements. Des contacts ont été établis avec d'autres organisations nationales pour apporter un soutien aux salarié.es qui luttent contre les licenciements, les abus des employeurs et la répression des forces de sécurité. Enfin, des initiatives sont prises pour favoriser des activités électroniques orientées vers la formation de nos adhérent.es et aussi pour leur apporter des matériels et des initiatives culturelles qui aident à supporter le confinement. De même, la solidarité d'un ensemble d'organisations sociales, syndicales et de la société en général s'est tissée comme un pôle de débat contre la soumission au patronat, regroupés sous le mot d'ordre « personne ne se sauve seul ». Vous pouvez le voir dans [l'appel commun](#) lancé il y a quelques jours.

Y a-t-il des initiatives de réappropriation collective, d'autogestion, de contrôle des travailleurs et travailleuses ?

Comme on peut l'imaginer, dans le cadre du confinement obligatoire, divers conflits ont surgi avec le patronat et les entreprises qui cherchent à suspendre, licencier et s'attaquer aux droits du travail dans ce cadre d'exception. Mais il est aussi plus difficile de coordonner des réponses telles que l'organisation de réappropriation collective ou autogestionnaire d'entreprises qui mettent la clé sous leurs portes. Cependant, ces derniers jours, un cas paradoxal a émergé, face auquel la CTA autonome a montré son soutien. Au début du mois d'avril, la direction de l'entreprise frigorifique Penta, de Quilmes, dans la province de Buenos Aires, a décidé de licencier plusieurs de ses employé.es, qui avaient été choisi.es comme délégué.es syndicaux par leurs collègues. Parallèlement, les patrons ont informé les travailleurs et travailleuses qu'ils ne leur verseraient pas les salaires de la deuxième quinzaine de mars et qu'ils ne leur donneraient qu'une avance de 1000 pesos. La crise a pris de l'ampleur le 9 avril, lorsque la tension entre grévistes et non grévistes (administratifs et encadrement) a servi de prétexte à une répression policière brutale, qui a été ensuite dénoncée par les syndicats, les élus locaux et même la mairesse de Quilmes, Mayra Mendoza. Plusieurs manifestant.es ont été blessé.es par des balles en caoutchouc.

Bien que la conciliation obligatoire ait été ordonnée, l'entreprise ne s'y est pas conformée et empêche les travailleurs et travailleuses d'entrer dans l'usine. C'est pourquoi, hier, près de 250 ont manifesté pour exiger une réponse. Bien que ces travailleurs et travailleuses soient regroupés au sein du syndicat de la Fédération de la viande, affilié à la CGT, le lien avec la CTA autonome de la province de Buenos Aires est très étroit. C'est pourquoi, de là comme de la CTA Nationale, nous sommes intervenus auprès du ministère du travail national et provincial pour qu'il durcisse sa position auprès de l'employeur ; ce dernier a décidé de se déclarer en refus d'obéissance parce qu'il était en désaccord avec l'élection des délégués et il a fermé l'usine en pleine pandémie. Non seulement il coupe une chaîne de production alimentaire, mais il laisse aussi 140 personnes à la rue. Nous avons exigé du gouvernement qu'il oblige l'employeur à redémarrer l'usine ou qu'il soutienne la position des travailleurs et travailleuses et qu'elle fonctionne sous leur propre gestion. Aujourd'hui même, il y aura une réunion des trois niveaux de l'État avec la présence de notre secrétaire générale provinciale pour avancer vers un accord sur l'une des deux alternatives.

La crise actuelle permet à nouveau de soulever publiquement la question de la rupture avec le capitalisme ; sous quel angle pensez-vous ? Avec quelles forces populaires ?

Comme certains théoriciens s'y sont déjà risqués, il semble plus difficile de voir la fin du capitalisme que la fin du monde. Nous croyons qu'avec la pandémie du coronavirus, il agira davantage comme un catalyseur des tendances déjà présentes dans le monde que comme un nouveau facteur de changements radicaux. En d'autres termes, le Covid-19 a accentué l'affaiblissement de la coopération internationale et du multilatéralisme observé depuis quelques années déjà. Les tensions internes entre les pays les plus riches et les plus pauvres de l'Union européenne sont mises en évidence dans la discussion des aides mutuelles au sein de ce bloc face à la pandémie et des plans de relance. C'est ce qui se passe avec la demande du Sud, alors que l'Espagne, la Grèce et le Portugal exigent l'émission d'un emprunt européen pour lutter contre la pandémie et que les pays du Nord s'y opposent. Ainsi, les Pays-Bas, les pays nordiques et surtout l'Allemagne recommandent une plus grande discipline et une austérité budgétaire au Sud pour accéder à des financements bon marché. La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ajoute un nouveau chapitre à une sorte de guerre froide pour voir qui peut relancer son économie plus rapidement et ne pas céder sa place dans ce monde multipolaire. Les structures multilatérales qui, depuis la crise de 2008, n'ont pas réussi à modifier un système économique mondial injuste, comme le G20, n'offrent pas de solutions à la mesure des besoins des peuples.

Dans ce contexte, et dans le cadre d'un scénario de raccourcissement des réseaux internationaux d'approvisionnement, il est probable que les efforts des principaux acteurs du commerce mondial se tourneront vers des accords régionaux au détriment des accords multilatéraux. Les tendances protectionnistes de certains grands acteurs de l'économie mondiale ne feront que s'exacerber. Qui voudrait maintenant parier sur une plus grande interdépendance productive et commerciale au niveau mondial, qui se ralentissait déjà ? La régionalisation pourrait être la nouvelle règle. Et cela pourrait être particulièrement important pour l'Amérique latine, mais cela ne se produira pas sans notre action propre en faveur du développement.

Ce que l'on voit, c'est la pauvreté et les déficits formels antérieurs, que la pandémie ne fait que souligner. Et paradoxalement, il a fallu une pandémie pour que les tâches domestiques soient reconnues comme des emplois rémunérés. Nous ne pouvons pas permettre que cela se passe comme en 2008, lorsque le sauvetage des banques fut la priorité. Ce qui doit être clair, c'est qu'il ne s'agit pas de « revenir à la normale », mais d'avancer vers de profondes transformations du système de production, de consommation et de distribution des richesses, dont la pandémie n'a fait que mettre en évidence l'urgence. Cela est particulièrement évident lorsque nous examinons les systèmes de santé, dans le monde et dans la région. Ceux qui n'offrent pas de santé publique gratuite et de qualité, ont laissé leur peuple livré à lui-même. Et ceux qui l'offrent, souffrent du manque de moyens et de protection du personnel de santé. L'importance d'États forts, présents et régulateurs de la cupidité des entreprises est également claire. La sortie de cette crise se fera en regardant au-delà de la pandémie, avec des mesures à moyen et à long terme pour résoudre les inégalités du capitalisme actuel, avec un rôle qui doit être réellement actif et pas seulement défensif des organisations de travailleurs et travailleuses, pour définir un modèle plus juste.

Publié le 28 avril 2020.